

Formation sociale et mouvements sociaux

Social Development and Social Movements

Formación social y movimientos sociales

Daniel VIDAL

Volume 2, numéro 2, novembre 1970

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/001827ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/001827ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (imprimé)

1492-1375 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

VIDAL, D. (1970). Formation sociale et mouvements sociaux. *Sociologie et sociétés*, 2(2), 167–188. <https://doi.org/10.7202/001827ar>

Résumé de l'article

Les notes présentées ici partent d'une double hypothèse. D'une part, l'impossibilité de dégager de la succession des analyses sociologiques un principe de continuité qui permettrait de définir la sociologie comme lieu d'une histoire linéaire. Chaque système théorique constitue son objet propre, son langage spécifique, et, à la limite, une méthodologie relativement autonome. À l'intérieur de chacun de ces ensembles théoriques, sans doute se produit-il unecumulativité des découvertes et des résultats, dans la mesure où l'on peut poser l'unicité des ressources et des modes de traitement. D'un système à l'autre, par contre, si des voies de passage demeurent possibles, ce ne sont que pratiques d'emprunt donnant lieu à des objets mixtes, relevant de deux ordres de signification incompatibles. D'autre part, et comme exemple, l'analyse centrée sur le concept et l'objet de société s'oppose à l'analyse mettant en place les concepts de formation sociale et de mouvements sociaux. C'est cette dernière analyse que les réflexions qui suivent essaient de présenter brièvement. Instances, registres, travail, contradictions, lignes de fracture par quoi une formation sociale produit différents modes de transformation comme sa nécessité propre, tels sont les arguments qu'une sociologie des transformations sociales paraît devoir observer.

Formation sociale et mouvements sociaux



DANIEL VIDAL

« Mais revenons une fois encore à ce sujet : la destruction de la forme. »
PIET MONDRIAN

I. DE QUELQUES QUESTIONS PRÉLIMINAIRES

CES NOTES SONT NÉES d'une réflexion sur la possibilité ou le caractère illusoire de toute opération tendant à dégager une histoire de la sociologie, et d'une interrogation sur la productivité des concepts et des objets élaborés par l'analyse sociologique. On ne saurait répondre d'une manière définitive à ces deux questions dans la conjoncture théorique actuelle, et l'avancement des travaux épistémologiques concernant les sciences humaines ne permet pas encore de les utiliser comme hypothèses justifiant des démonstrations irréfutables. Ces restrictions suffiraient à conférer aux propositions qui suivent un caractère provisoire et incomplet. Pourtant, le fait que ces questions soient posées indique que les éléments d'analyse présentés ici doivent être considérés comme une tentative de dégager quelques arguments premiers d'une sociologie qui laisse produire, par l'objet mis en place et la théorie qui permet cette mise en place, toute la capacité constructive de celle-ci et de celui-là.

Les études d'histoire des sciences et de la pensée scientifique peuvent, pour les deux problèmes évoqués, servir de points de repère. Non que leurs enseignements puissent être tels quels importés dans ce qui s'annoncerait comme histoire

de la pensée sociologique, mais dans la mesure où les arguments sur lesquels ces enseignements se fondent concernent toute analyse du savoir, et tout savoir. L'argument principal, défini aussi bien par G. Bachelard que par A. Koyré ou G. Canguilhem par exemple, indique les difficultés que l'on rencontre à traiter de la science comme d'une somme en permanence évolutive des faits, des objets et des doctrines scientifiques. Il n'y a pas à proprement parler de cheminement du savoir, pas plus qu'il n'y a de dévoilement progressif de vérités. Il n'y a pas de dégagements par touches successives de fragments de plus en plus compréhensifs de lois, pas plus qu'il n'y a d'enchaînements itératifs de certitudes. Au contraire, ces études témoignent toutes des discontinuités radicales qui séparent la production d'objets et de systèmes théoriques, discontinuités qu'un schéma évolutionniste essaie de suturer mais dont le caractère contraignant résiste à toute tentative de mise en perspective linéaire¹.

Ce que l'on peut également considérer comme acquis, dans cet ordre d'analyse, constitue en fait la réponse à la deuxième question. Ce n'est pas tant que, pour paraphraser un énoncé de K. Marx, une problématique ne cède la place à une autre qu'une fois épuisées toutes ses conséquences cognitives et résorbée sa capacité constructive; au contraire, il convient d'être sensible aux inachèvements provisoires, aux espaces blancs, aux laissés-pour-compte, qui caractérisent tout usage d'objets et de méthodes et dont la sociologie est remplie. Ce qui semble fondamental, c'est bien qu'une fois produits dans un certain champ théorique, une notion, un concept, un objet, un système théorique, bref tout élément et toute série discursifs et explicatifs disposent d'un statut épistémologique tel qu'ils informent jusqu'en leurs moindres détails les pratiques et investigations qui les font leurs. De ce qu'on pourrait appeler cette « résistance du schème théorique », ou cette contrainte du matériau de connaissance, la présentation des objets et des systèmes de preuve des « sciences exactes » en porte de nombreux témoignages.

Cela n'exclut pas, bien entendu, qu'au niveau de la rhétorique, sur le plan du vocabulaire utilisé, se produisent des phénomènes de polysémie. Un langage identique peut servir à signifier des référents différents, et à exposer des objets sans rapport. En ce sens, l'usage d'une terminologie vitaliste en biologie, mécaniste en physique, structuraliste en sciences humaines, peut recouvrir des thématiques divergentes et entrer en ligne de compte dans des démarches théoriques opposées. Pourtant, par-delà ces similitudes formelles, des analyses plus approfondies ne manqueraient sans doute pas de voir consacrer quelque analogie plus pressante².

Il semble légitime de transférer à la sociologie ce double enseignement. D'une part, dévoilement des solutions de continuité derrière une idéologie du progrès des sciences, d'autre part, prégnance contraignante et caractère non aléatoire des traitements dont les objets de modèles théoriques sont le lieu. Ce faisant, nous

1. Plus fondamentalement, on ne peut séparer ces réflexions des questions posées par l'épistémologie générale telle qu'elle a été définie par G. Bachelard et, plus près de nous, par Michel Foucault et Louis Althusser. Ces questions portent sur les rapports entre théories et connaissances, et sur le principe contre-substantialiste, contre-réaliste par quoi se constitue toute connaissance, qui opère par rupture et dissolution des évidences. Pour le sujet qui nous occupe ici, on se reportera à l'ouvrage de M. Fichant et M. Pécheux : *Sur l'histoire des sciences*, Paris, Maspero, 1969.

2. Ainsi en va-t-il de l'usage de la catégorie de structure, dont l'analyse conduite par R. Boudon indique les différentes utilités, et du système des oppositions pertinentes ou des complémentarités qui en constitue le champ d'apparition et d'application : R. Boudon, *A quoi sert la notion de structure ?*, Paris, Gallimard, 1968, 244 p.

entendons marquer une double prise de distance. À l'égard tout d'abord des interprétations évolutives de la sociologie qui proposent l'image d'une science progressivement armée de concepts de plus en plus affinés, étendant le champ de ses investigations, et donc la constitution de ses objets, au fur et à mesure que se renforcent son outillage méthodologique, la formalisation de ses hypothèses et sa capacité de prédictivité³. Tout au contraire, nous partirons de l'hypothèse non historiciste de la sociologie, en proposant qu'au schéma évolutif qui tentait de la saisir comme somme de connaissances cumulatives, complémentaires et conjuguables, soit substituée une mise en forme de type « cartographique ». Le mot peut surprendre pour deux raisons. Il implique en effet une conception égalitaire des systèmes d'analyse, et ne répond donc pas directement aux questions que pose aujourd'hui l'épistémologie et particulièrement à celles portant sur la nécessité de preuves de scientificité qui permettent de distinguer les schémas idéologiques des propositions scientifiques. Nous ne discuterons pas ici de cet ensemble de problèmes, même si les propositions présentées dans ce texte s'inscrivent en fait nécessairement dans le travail qui les assume⁴. Par ailleurs, la mise en perspective cartographique de la sociologie suppose que l'on ait affaire à une science assez définie pour qu'un espace propre puisse lui être attribué, et assez différenciée pour que des régions théoriquement autonomes puissent être délimitées. Ces deux objections posent des questions qui entretiennent avec l'objectif que nous voudrions atteindre une situation paradoxale. En un sens elles supposent l'une et l'autre que soit réglé le problème premier de la non-historicité de la connaissance sociologique, ou, tout au moins, du caractère non cumulatif et non complémentaire des savoirs partiels qui la constituent. De ce point de vue, l'épistémologie des sciences humaines ne peut produire d'hypothèses pertinentes qu'une fois mis en forme les vecteurs essentiels qui traversent la sociologie et l'informent de part en part. Mais en un second sens, il reste vrai que cette mise en forme elle-même ne peut pleinement aboutir qu'au terme d'une sélectivité rigoureuse qui dissoudrait les faux-semblants de la certitude idéologique et tracerait une frontière aussi précise que possible entre ce qui n'est que « sociologie spontanée du sociologue », pour reprendre l'expression de E. De Ipola, et ce qui se constitue comme science des rapports sociaux. Cette opération de sélectivité précéderait alors celle que nous proposons d'accomplir ici sur un exemple particulier. Cependant, il est apparu plus fécond, au risque de différer indéfiniment ce travail de décomposition de la fausse unité sociologique, de privilégier provisoirement cette étape-ci sur l'autre, sans qu'une quelconque incompatibilité puisse être soupçonnée.

La seconde prise de distance s'effectue à l'égard de ce que l'on peut appeler la polysémie du vocabulaire sociologique et d'un certain parler qui se complaît dans la redondance ou, ce qui semble plus dommageable, dans des transferts indus. Par là, nous voulons indiquer la propension à user de notions ou de concepts indifféremment dans des champs précisément distincts, même s'ils sont pris en charge dans un même système théorique et, plus encore, la tendance à transvaser d'un système à l'autre, souvent présenté avec raison comme son contraire, des concepts ou des notions qui ne puisent leur capacité d'intelligence, et donc leur

3. Des bilans aussi différents, sur bien des points, que les bilans dressés par G. Gurvitch et R. Aron illustrent cette démarche : G. Gurvitch, *Traité de sociologie*, 2 vol., Paris, P.U.F., 1958; R. Aron, *les Etapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967, p. 659.

4. Travail dont Emilio De Ipola a indiqué récemment les lignes de force majeures : « Vers une science du texte social », *Sociologie et Sociétés*, vol. 2, n° 1, mai 1970, p. 123-143.

signification même, que du fait qu'ils sont produits par un système et non par l'autre. Il apparaît que ces substitutions en chaîne, ces invasions et ces mariages de langage ruinent les oppositions et disloquent — au sens propre de changement de lieux — ces systèmes mêmes qui constituent des grilles d'analyse, et, par là, des espaces différenciés d'objets. En d'autres termes, il est clair qu'à cette technique de la fusion et aux confusions théoriques qui en découlent, il demeure urgent d'opposer l'exigence de n'utiliser en chaque territoire que d'une seule langue, et pour chaque secteur que d'un seul chiffre, même si quelque purisme accompagne cet usage comme son risque calculé⁵.

II. SOCIÉTÉ OU FORMATION SOCIALE — DEUX SOCIOLOGIES

C'est dans cette perspective très générale d'analyse qu'il paraît possible de poser l'hypothèse que la sociologie est aujourd'hui le lieu d'un travail complexe et souvent méconnu. Ce travail témoigne du glissement d'une sociologie centrée sur le concept de société, c'est-à-dire produisant la théorie de la société, à une sociologie centrée sur le concept de transformation sociale. Par glissement, on ne doit pas entendre, cela va de soi, que la théorie de la transformation sociale puise son origine dans la théorie de la société ou de l'effet de société, et des contradictions ou difficultés qui en limiteraient l'efficacité et la validité. Il serait d'ailleurs aisé de montrer que le système théorique ayant constitué cet objet particulier que l'on nomme aujourd'hui le mouvement social n'est pas chronologiquement postérieur ou premier, si l'on accepte — pour s'en tenir aux analystes du XIX^e siècle — de considérer l'œuvre de Karl Marx comme constitutive des concepts fondamentaux de formation sociale, de transformation, de conflits sociaux, etc., qui en désignent les arguments principaux. Il y a glissement d'une sociologie à l'autre dans la mesure où aujourd'hui — par l'effet combiné d'une crise nouvellement ouverte des rapports sociaux et d'une mise en question des fondements du savoir et de la sécurité qui paraissait en garantir la permanence — une demande théorique réapparaît, reproduisant dans sa réapparition même les exigences qui en accompagnèrent la manifestation la plus radicalement novatrice au XIX^e siècle. Cette demande théorique concerne la nécessité de rendre intelligibles les opérations de décomposition, de destruction, de « crise », dont les sociétés contemporaines sont le théâtre. La théorie de la société-totalité, de la société principe général d'intégration et de fusion, paraît en voie de céder la place à un ensemble conceptuel totalement opposé, peut-être devrions-nous dire incommensurable pour bien marquer sa position d'altérité absolue avec le précédent, et dont les catégories centrales d'analyse, les principes théoriques sur lesquels elle repose, les matériaux, les objets qui en sont dérivés, traités, reconstruits, et peut-être un jour la méthodologie même, se constituent comme somme à venir de connaissances neuves, et, actuellement, comme éléments en voie de composition. L'analyse précédente, avec ses notions complémentaires d'intégration, de

5. La théorie fonctionnaliste de Parsons n'est telle, quels que puissent être par ailleurs ses limites, son statut et sa légitimité, que pour avoir constitué son lexique propre, suivant en cela la pratique même de Durkheim. Dans sa *Sociologie de l'action*, A. Touraine constitue également un ensemble de concepts dont le caractère intégré signale la tentative de désigner à la sociologie un ensemble d'objets nouveaux comme son champ spécifique. Pour notre part, nous avons essayé de montrer les impasses de la pratique polysémique de la sociologie sur quelques exemples particulièrement évidents : les théories sociologiques de l'aliénation et l'usage de la notion de milieu ouvrier.

marginalité, de déviance, de déséquilibre, de fonctionnalité, de hiérarchie de niveaux, de valeurs centrales, etc., avait pour fin de rendre compte de la société, même s'il apparaissait clairement que les crises n'étaient pas absentes de cette société-là, crises que l'on rapportait aux phénomènes de blocage intervenant dans une machinerie complexe, aux dysfonctionnements d'un système particulier ou aux incapacités structurelles de gérer les impératifs nouveaux en provenance d'un extérieur, d'une marge ou d'une barbarie. Le changement social, quand la société dans son ensemble était affectée par ces tensions et menacée par ces indices de rupture, constituait le mode même de l'historicité. Avec ses concepts de formation sociale, d'instances, de registres, de réseaux de contradictions, de surdétermination, de rapports sociaux, de classes sociales, etc., la théorie du mouvement social mène au contraire à un ensemble de propositions « négatives », ou, si l'on veut, à la formulation du problème de la rupture qui ne soit ni modification des règles du jeu, ni répartition plus harmonieuse des ressources ou des occasions de participation, mais ruine du jeu lui-même, éclatement de la forme elle-même, transformation. Si, dans le premier cas, l'historicité est considérée comme processus de changement social (à la fois produit du dysfonctionnement du système social et de l'incapacité de celui-ci à maîtriser les « zones d'incertitude » ou les dérèglements qui se produisent en son sein) et facteur de modernisation du système, dans le second cas, le privilège théorique qui, bien entendu, n'est pas choix arbitraire, est accordé au mouvement social, défini comme totalisation des contradictions à l'œuvre dans une formation sociale particulière, et résolution de ces contradictions.

Pour entrer dans cette problématique nouvelle sans de trop lourds contresens, il convient cependant d'indiquer que la novation théorique introduite par l'utilisation du concept de mouvement social n'est pas toujours très clairement assumée, pour quelques raisons majeures sur lesquelles il semble utile de s'arrêter un instant.

L'une des raisons réside dans le maintien, pour la théorie du mouvement social, de catégories d'analyse héritées de la théorie de la société. Le mouvement social est alors conçu comme un objet, au même titre que les autres, auquel on continue d'appliquer une analyse en termes de changement social, ou qui conduit à produire le changement social comme le mode générique des mouvements sociaux. Ainsi en va-t-il de l'analyse des crises sociales, des blocages institutionnels, des déséquilibres sociaux, des tensions, etc. Utilisant cet appareillage théorique, il est inévitable que le mouvement social se résorbe en mécanisme de changement. Les analyses du mouvement étudiant, par exemple, telles qu'elles apparaissent dans les travaux de Lipset, constituent un excellent témoignage de cette tendance⁶.

Une autre occasion de confusion peut provenir de la définition du mouvement social à partir de ses caractéristiques explicites : types ou niveaux de conscience des acteurs, idéologies particulières proposées par eux, ou de ses modalités de réalisation : analyse des facteurs et des niveaux de mobilisation, étude des motivations à l'implication, à l'entraînement, etc. Dans l'un et l'autre cas, le mouvement social disparaît comme principe d'analyse pour être considéré comme un objet particulier possédant ses attributs spécifiques et renvoyant en tant que

6. Notamment S. M. Lipset et S. Wolin, *The Berkeley Student Revolt*, New York, Anchor Books, 1965; S. M. Lipset, « Students and Politics in Comparative Perspective », *Daedalus*, hiver 1968, p. 1-28.

tel à des acteurs particuliers. Ce n'est plus le mouvement social qui constitue le principe de transformation d'une formation sociale ou d'un registre particulier de celle-ci, mais les acteurs qui entrent en conjonction dans une certaine pratique du changement. Plus exactement, le mouvement social n'est en fait que le substitut « objectif » d'une théorie du sujet, dessaisi de sa capacité déconstructive au profit de celui-ci, formalité en quelque sorte. Si, en effet, l'analyse part des acteurs et non des rapports sociaux, des niveaux de conscience ou de projet et non de la problématique générale qui rend compte de ces actions et de ces représentations fragmentaires, le mouvement social n'est plus que le dernier degré de réalisation des exigences du sujet, de ses besoins et de ses fins, au lieu de constituer la matrice même à partir de laquelle s'opère le bouleversement de la forme sociale. Indéfiniment différée, la raison du mouvement social se réfugie nécessairement dans l'espace des besoins psychologiques, ou, ce qui n'en est en fait que le complément logique, dans une impossible détermination objectiviste de ces besoins. Alors que la sociologie fonctionnaliste avait tenté d'évacuer l'acteur comme essence et comme contenu, la prise en considération du mouvement social comme objet réintroduit ce mode d'analyse et provoque une régression dans la démarche théorique.

Le compromis entre la théorie des crises et des changements sociaux d'une part, et la théorie des rapports sociaux et du mouvement social d'autre part, constitue une troisième occasion de contresens. Dans son ouvrage *le Mois de mai ou le communisme utopique*⁷, Alain Touraine semble tenter une mise en relation de cet ordre. La crise relève du niveau institutionnel, le conflit (le mouvement social) du plan des rapports sociaux, définis dans l'ouvrage comme registre politique. Pourtant, la question qui se pose est de savoir si les deux ensembles théoriques sont compatibles ou si l'opération de conciliation ou de complémentarité ne s'effectue pas au seul bénéfice du premier. Il serait possible de poser l'hypothèse de l'articulation des deux théories, si l'une et l'autre définissaient des objets de niveaux distincts. Il s'agirait alors de saisir le moment où l'action sociale passe d'un niveau à un autre, et résout sur le plan des rapports sociaux les contradictions qu'elle ne pouvait régler sur le plan des institutions. Selon A. Touraine, il y aurait en ce sens passage à l'action révolutionnaire quand des mécanismes de blocage interdiraient toute résolution de la crise au niveau institutionnel. Ce qui revient à dire que le principe du mouvement social n'est pas à identifier dans le registre des rapports sociaux (qui n'apparaissent que comme le lieu, ou le cadre, du conflit, sans en constituer réellement, c'est-à-dire théoriquement, le principe explicatif), mais sur le plan des caractéristiques mêmes, dans une certaine conjoncture, des institutions : archaïsme plus ou moins accusé, flexibilité plus ou moins prononcée, capacité plus ou moins forte de gérer les exigences internes et externes du changement. Si, au contraire, on respecte l'autonomie des systèmes d'analyse et l'impératif de leur productivité, on conçoit que crise et conflit, institutions et rapports sociaux, ne se conjugent pas mais s'opposent. Non pas comme deux faces d'un seul et même mouvement mais comme catégories ressortissant à deux ensembles théoriques incompatibles. Leur incompatibilité tient au fait que l'une produit ce que l'autre déconstruit. La théorie du système social, des valeurs centrales et des dysfonctions produit cet objet théorique qu'est le changement social ou la société en changement. La théorie de la formation

7. Paris, Le Seuil, 1968.

sociale des instances et des contradictions produit un autre objet théorique : le mouvement social. La première étant, en un certain sens, plus systématiquement constituée que la seconde, la tentation est toujours présente de recourir à celle-là quand celle-ci semble inefficace ou insuffisamment développée. Mais ces emprunts n'ont pas de légitimité. Crise et conflit ne constituent pas deux niveaux de la même « réalité », mais deux principes d'analyse. L'un et l'autre ne sont opératoires que dans la mesure où ils sont le produit de construction, ou de systématique, où ils occupent, en tant que principe, une position centrale. De même qu'il y a un redoublement nécessaire de l'objet et du principe du changement social dans la théorie de la société, de même la théorie des instances et de la formation sociale est le lieu d'un redoublement de l'objet et du principe du mouvement social.

III. FORMATION SOCIALE ET INSTANCES

Le mouvement social sera défini comme le mode par lequel entre en rapport nécessaire l'ensemble des contradictions d'une formation sociale. Cette mise en rapport, par la nature même des éléments qui sont concernés, introduit du même coup le principe d'« historicité » dans cette formation : c'est dire que la mise en relation effectuée par le mouvement social définit l'opération centrale de déstructuration, de déconstruction des registres constitutifs de chacune des instances dans une formation sociale, dans la mesure où elle effectue la résolution (solution et dépassement) des contradictions qui y sont à l'œuvre.

Avant d'aller plus loin, il est nécessaire de définir les catégories dominantes d'analyse utilisées ici, fût-ce brièvement, comme nous l'impose le cadre d'un article. Disons tout de suite que, la plupart du temps, on ne trouve pas de définition explicite et rigoureuse de ces catégories dans les ouvrages qui constituent la base du raisonnement que nous développons. Sans entrer dans une analyse comparée des auteurs auxquels nous nous référons, particulièrement Louis Althusser et Nicos Poulantzas, il est possible de distinguer des définitions fragmentaires, complémentaires — mais aussi parfois des significations décalées — accordées à telle ou telle notion. Ainsi en va-t-il du concept d'instance, tantôt région, tantôt mode de traitement, registre, etc. Pour notre part, nous entendons par instance le lieu logique de traitement de chacun des problèmes fondamentaux de toute forme sociale, et donc le principe par lequel toute formation sociale se produit en tant que telle. La référence aux « problèmes » d'une forme sociale ne renvoie pas à une théorie des besoins culturels telle que Malinowski l'a développée sur le mode organiciste dans sa *Théorie de la culture*, ou à une théorie des besoins sociaux, largement dépendante de la première et dont on trouve dans l'école culturaliste américaine les exemples les plus nets (Margaret Mead, Ruth Benedict). Par besoins fondamentaux, nous voulons simplement signifier que toute « société » travaille, parle et s'autodirige : toute forme sociale traite de problèmes dérivant des contraintes de sa survie en ce sens que le rapport à la nature est un rapport de type particulier, transformation autant que formation, constructif autant que destructif, rapport de distance (de dénaturation) autant que rapport d'intégration (d'incorporation, ou de maîtrise). Ce premier ensemble de problèmes définit cette instance comme instance économique dans la mesure où la forme sociale constitue ici la matrice à partir de laquelle vont être traités subsistances, ressources, matériaux et opérations de production, d'accumulation,

d'échange et de répartition. Par ailleurs, toute forme sociale émet un discours, en ce sens que l'activité — mythologique, symbolique, religieuse, artistique, etc. — s'énonce comme profusion de codes et de signes, organisation de ces énoncés et écriture. Ce travail particulier, spécifique à la forme sociale, définit l'instance idéologique, lieu où l'activité discursive constitue du même coup le lieu de signification et de différenciation par quoi précisément prennent sens les actes de la formation sociale. Les travaux de Jacques Derrida, qui concernent ce lieu de traitement des signes par l'instance idéologique, renseignent sur le mode par lequel la forme sociale devient forme significative. Enfin, chaque forme sociale traite des problèmes de ce que l'on pourrait nommer très généralement son organisation, c'est-à-dire son rapport à elle-même, qui peut, dans certaines circonstances historiques et sous certaines conditions théoriques, produire l'illusion de l'autogenèse. Cette activité de la forme sociale sur elle-même définit l'instance politique comme travail de constitution, d'organisation et de direction, comme travail politique proprement dit. Rapport de la forme sociale à son activité transformatrice et productrice de richesses qui se réalise avant tout sous le mode du rapport à la nature; rapport de la forme sociale à son discours, conçu comme espace de l'idéologique; rapport de la forme sociale à son activité politique. Ce système de rapports, très rapidement présenté, définit en même temps le système des instances constitutives de la formation sociale.

Lieu d'un rapport particulier, chacune des instances ainsi définies est donc aussi — mais c'est en fait la même opération qui est désignée — lieu d'une production spécifique. Cette production elle-même n'est rien d'autre que le système de relations entre registres constituant chaque instance. Si l'on veut rendre compte des mécanismes par lesquels toute production de la forme sociale en chaque instance est bien production spécifique, il paraît en effet nécessaire de considérer que chaque instance n'est mise en rapport de la forme sociale avec un référent particulier (transformation économique, activité discursive, organisation politique), que par une opération interne qui met en relation ses différents registres. Par registres, nous entendrons donc les éléments principaux qui composent chaque instance en système unifié. On conviendra d'identifier trois registres pour chacune des instances. Toute instance est définie par un travail particulier, des moyens de production et des rapports aux moyens de production. Travail particulier, qui consacre l'activité productrice de la forme sociale dans l'instance considérée; moyens de production, qui désignent les différents appareillages à partir desquels cette activité productrice rencontre ses conditions de possibilité; rapports aux moyens de production, qui définissent la différenciation fondamentale dont le lieu est toute formation sociale fondée sur un réseau complexe de dominances, et donc, dans le cas dont nous traitons ici, la formation sociale à mode de production capitaliste dominant⁸.

Ainsi, la forme sociale constitue ce que L. Althusser appelle un tout complexe à dominante dont le mode de composition interne délimite aussi bien l'ordre de traitement des problèmes auxquels elle est confrontée que les productions spécifiques qui la caractérisent comme forme historiquement singulière. Mais, à son tour, cette dominance et cette singularité ne sont intelligibles que si l'on définit chaque registre en chaque instance comme espace relativement autonome

8. Dans la suite du raisonnement, nous désignerons par formation sociale cette formation particulière capitaliste.

de contradictions. Dans le tableau 1, nous regroupons de manière indicative le système de ces contradictions qui opèrent en permanence, au sein même de la forme sociale, la critique de celle-ci.

TABLEAU 1

registres	<i>instances</i>		
	économique	idéologique	politique
travail	<ul style="list-style-type: none"> rapport à la nature (naturalisation) production de richesses (dénaturation) 	<ul style="list-style-type: none"> discours grammaire 	<ul style="list-style-type: none"> le pouvoir comme fait « naturel » le politique comme fait « social »
moyens de production	<ul style="list-style-type: none"> technologie forces productives 	<ul style="list-style-type: none"> signes émis par les autres instances distribution en registres « culturels » (art, religion, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> institutions politiques (contre-modèles) institutions politiques (modèles)
rapports aux moyens de production	<ul style="list-style-type: none"> agents économiques dominés agents économiques dominants 	<ul style="list-style-type: none"> contre-dominance (théorie) dominance culturelle 	<ul style="list-style-type: none"> contre-dominance (société civile) dominance politique (Etat)

Cette grille n'a de valeur qu'illustrative pour la raison, tout d'abord, qu'elle ne considère pas le problème de la détermination « en dernière instance » par l'économique. Il aurait alors fallu proposer un schéma de plans superposés plutôt que juxtaposés. Mais l'essentiel était pour le moment d'indiquer qu'une formation sociale est le produit de la conjugaison des trois instances⁹.

Le mouvement social trouve ainsi, par la mise en place des instances, de leurs registres et des contradictions qui y opèrent, sa nécessité théorique : il est le processus par lequel des rapports de contradictions propres à une instance particulière, ou à un registre particulier de cette instance, entrent en relation avec des rapports de contradictions propres aux autres registres et aux autres instances. Il y a transformation sociale dans la mesure où le mouvement social traverse la totalité des instances, c'est-à-dire la totalité de la formation sociale. Si bien que la formation sociale comme « totalité » ou comme unité ne peut à proprement parler être saisie comme objet sociologique sans que soit par là même saisi son principe général de rupture : c'est en effet la formation sociale qui constitue le mouvement social comme son produit spécifique, sans qu'il soit nécessaire de faire appel, dans l'analyse, à des principes extérieurs de changement, ou à des acteurs, ou à des orientations conscientes.

9. Nous ne traiterons pas non plus ici du travail essentiel qu'effectuent dans cette opération de conjugaison, de couture, l'instance idéologique et la culture précisément, qui en constitue le produit spécifique. Dans un essai, à paraître, sur l'idéologie nous avons traité en partie de ce problème.

IV. LES FORMES PARTIELLES DE MOUVEMENTS SOCIAUX

La définition du mouvement social n'épuise pas la totalité des phénomènes de quasi-transformation que connaît une formation sociale. Au contraire, les mouvements sociaux ne sont qu'un principe de transformation, dans une certaine mesure, exceptionnel, ayant pour nécessité de résoudre l'ensemble des contradictions d'une formation et donc, à terme, la totalité des registres sur lesquels se constitue cette formation. Mais cette résolution — cette dissolution — peut n'être que partielle. D'une manière générale, on pourrait définir trois grands modes de décomposition partielle, ou de mouvements sociaux partiels, selon qu'ils mettront en rapport (qu'ils traiteront) des contradictions des trois instances sur un seul registre — ou des contradictions d'une seule instance sur tous ses registres — ou, enfin, des contradictions d'une instance sur l'autre dans des registres séparés mais sans liaison entre les itinéraires partiels ainsi parcourus. Avant d'entrer dans plus de détails, il convient de lever une équivoque que pourrait accompagner l'usage de la notion d'itinéraire. Par itinéraire, nous n'entendons pas un cheminement par où le mouvement social — partiel ou global — considéré se frayerait un passage d'un registre à un autre ou d'une instance à une autre, mais à proprement parler une ligne de rupture, ou de fracture, qui dessine dans le tissu de la formation sociale une zone de moindre résistance, ou de non-résistance absolue, c'est-à-dire le système des dissociations auxquelles donne lieu la défaillance d'un maillon (registre ou instance) dans cette formation sociale. L'analyse des mouvements sociaux ne serait alors rien d'autre que le repérage de ces lignes de fracture, et la mesure de leur expansion et de leurs ligatures réciproques.

1. *Les mouvements « utopiques »*

La mise en rapport et le traitement des contradictions des trois instances sur un même registre constituent un premier exemple de mouvements sociaux partiels que l'on pourrait appeler « utopiques » dans la mesure où ils abolissent ainsi ce par quoi chaque instance n'est « lieu » de production spécifique qu'au terme d'un travail de l'ensemble des registres qui les constituent. Ces mouvements sont utopiques parce qu'ils désignent un registre particulier comme lieu fondamental où les contradictions de la formation sociale se résument, sans tenir compte de l'efficacité propre des autres registres. En résumant le schéma précédent, on pourrait distinguer trois modèles de mouvements utopiques, selon les registres dont ils traitent, auxquels répondraient trois contre-mouvements également partiels.

TABLEAU 2

registres	mouvements	contre-mouvements	instance économique	instance idéologique	instance politique
1. travail	contestation	légitimation	valeurs	discours	pouvoir
2. moyens de production	désorganisation	néo-technocratisme juridisme	moyens de production	registres et symboles culturels	institutions politiques
3. rapports aux moyens de production	gauchisme sur-politisation	contre-rationalisme	appropriation économique	dominance culturelle	dominance politique

Dans le cas d'un mouvement partiel établissant la critique du produit spécifique de chaque instance (valeurs, discours, pouvoir), la formation sociale considérée est le lieu d'une opération de contestation dans la mesure où les contradictions propres à chacun de ces produits sont regroupées par une seule et même question qui est précisément celle de la légitimité sociale du produit auquel elles donnent lieu : question posée au pouvoir, au discours, aux valeurs économiques, question dessaisissant, du fait même qu'en ce point-ci elle se pose, ces produits de leur fonctionnalité sociale et de leur statut naturel, question contestataire par excellence qui est à la fois refus de la naturalité des produits de chaque instance, refus de leur efficacité sociale, refus de leur rationalité — à quoi répond le contre-mouvement de légitimation qu'en permanence cette contestation provoque.

Le mouvement social de « désorganisation » ne s'attaque plus à la racine et à la raison de la formation sociale mais aux moyens de production sur lesquels cette formation sociale travaille : moyens de la production économique, de la production idéologique, de la production politique. Là encore, c'est dans les contradictions propres à ce registre qu'il faut rechercher la nécessité de ce type de mouvement social partiel : contradictions entre les forces productives et la technologie, entre les registres culturels et les signes émis par les autres instances, entre les institutions politiques dominantes et les contre-modèles d'ordre mis en place par les agents des classes dominées. La conjugaison de ces contradictions, quand elle s'opère pour l'ensemble des instances, introduit au centre de la formation sociale la crise de son outillage, effectuant par là même un travail de désorganisation. Enfin, lorsque dans certaines conjonctures s'avère seul possible un mouvement social mettant en crise la formation sociale quant à son mode de rapport aux moyens de production, c'est-à-dire aux rapports de domination qui constituent cette formation sociale comme forme asymétrique, ce mouvement social peut être dit de sur-politisation, dans la mesure où il atteint, non plus le produit ou l'outillage, mais le principe même du pouvoir de classe indissociablement économique, culturel et politique. Que cette critique ait pris, dans des mouvements sociaux récents, la forme et le langage du gauchisme n'est ici mentionné qu'à titre d'exemple.

Il est clair qu'il ne s'agit là que d'un cadre formel servant à inscrire la logique de quasi-mouvements ordonnés en fonction du registre sur lequel ils travaillent. Il serait nécessaire, pour chacun d'entre eux, d'indiquer de quelle sanction ils paient leur opération partielle, de quel retour de l'idéologique, de quelle « récupération » du politique, de quelle réappropriation par l'économique, ils sont l'objet. Mouvements partiels, la formation sociale neutralise, détourne et innocente la critique qu'ils opèrent, à partir des registres laissés pour compte. L'essentiel était pourtant d'indiquer les possibilités et les modes de réalisation de ces mouvements de type « utopique ».

On peut évoquer également des mouvements qui conjuguent deux registres sans que le troisième soit lieu de critique et de traitement : mouvements « idéologiques », qui relieraient une contestation des produits de la formation sociale à une critique sur-politisante des rapports aux moyens de production; mouvements de désintégration, qui mettraient en relation contestation et travail de désorganisation, critique des productions de la formation sociale et de son appareillage;

mouvements de modernité, qui opéreraient la jonction entre une critique des rapports de dominance aux moyens de production et une désorganisation de ces moyens.

Mais on peut désigner un type de mouvement « utopique » qui soit un mouvement social global sans pour autant se définir comme mouvement de classe (un mouvement de classe, nous y reviendrons, ne se définit pas tant par la nature de son contenu que par un mode de mise en rapport spécifique). Le cas du « système urbain » et des mouvements sociaux qui s'y produisent peut servir d'exemple. Si le problème général est bien celui du traitement, par une formation sociale, de l'espace, et donc la constitution de ce qu'on appelle un système urbain (système d'action urbain par exemple), la théorie des instances et des registres peut permettre de décomposer ce traitement.

TABLEAU 3

registres	<i>instances</i>		
	économique	idéologique	politique
production de l'espace	l'espace comme marchandise et comme valeur	le code urbain	pouvoir urbain (la ville comme système de pouvoir - <i>polis</i> et politique)
moyens de production de l'espace	infrastructure circulation échange	symboles (centre urbain, etc.) registres (la ville comme ordre : Eglise, école, tribunal, prison)	institutions politiques urbaines (la préfecture, la municipalité)
rapports aux moyens de production	appropriation du sol	dominance culturelle urbaine (cultures de quartiers, d'îlots)	dominance politique (« classe urbaine » dominante)

Ce schéma indicatif mériterait d'être commenté longuement. Indiquons seulement que, par cette grille d'analyse, nous entendons souligner que le rapport d'une formation sociale à l'espace est entièrement traversé par le jeu des instances et de leurs registres. En d'autres termes — et cela vaut aussi bien pour tout objet socialement incorporé ou, si l'on veut, tout objet socialement construit et produit par une formation sociale — l'espace ne constitue un fait social que dans la mesure où il est le résultat du travail de l'ensemble des éléments constitutifs de la « société ». C'est ainsi que la production de l'espace est tout à la fois fétichisation et valorisation économique, énoncé d'un code (ou, si l'on veut, d'une « culture » urbaine), et constitution de la ville comme système de pouvoir, la ville étant ici considérée comme le rapport particulier que la formation sociale entretient avec l'espace produit dans l'instance politique. De la même manière, les moyens de production de cet espace comme bien social consistent aussi bien en opérations techniques (infrastructure) que distributives (circulation et échange), en symbolique et en registres qui spécifient ces symboles, et en appareillage politique (la ville-préfecture, la ville-municipalité, les édiles, etc.). Enfin, le mode d'appropriation de l'espace par la formation sociale fondée sur le mode de production capitaliste

rend compte, de manière indissoluble, de la dominance sur le sol, sur la culture urbaine, sur la politique urbaine, définissant ainsi ce qu'avec N. Poulantzas, et par transfert, nous pouvons appeler les intérêts de la « classe » urbaine.

En tant qu'ils constituent des quasi-mouvements urbains, les « comités de citoyens », par exemple, traitent le rapport de la formation sociale à l'espace de manière autonome pour chaque registre. On peut alors définir des mouvements *a*) de contestation urbaine, opérant par destruction du travail effectué par la formation sociale sur l'espace et, à la limite, du rapport de celle-là à celui-ci, renaturalisant l'espace ou désocialisant la ville et pouvant aller jusqu'à la contestation de la ville elle-même comme lieu social; *b*) de désorganisation urbaine, œuvrant comme paralysie de la fonction d'échange, des symboles urbains et des institutions politiques, se définissant comme rétraction sur le quartier ou, au contraire, comme recomposition totale de l'espace; *c*) de désappropriation urbaine, par la mise en crise de la dominance urbaine sur les plans politique, culturel et économique.

Comme dans les cas que nous avons présentés précédemment, on peut avoir affaire à des mouvements urbains de type « idéologique », sans atteinte de la fonction d'échange, c'est-à-dire de l'outillage ou, si l'on veut, du tissu social proprement dit, ou à des mouvements de désorganisation, sans critique de la dominance d'une classe sur l'espace et par l'espace, ou, enfin, à des mouvements de modernité, c'est-à-dire sans destruction de l'espace comme produit social, ou, plus précisément, de l'espace comme produit d'une formation sociale caractérisée par la dominance d'une classe. Dans ces trois cas, pour différents qu'ils soient, non seulement ces mouvements urbains ne constitueront que des mouvements partiels, mais, par voie de conséquence, ils n'opéreront pas comme mouvements de transformation de l'espace dans la mesure où la formation sociale productrice de cet espace n'est pas totalement traversée par le conflit dont ils sont porteurs. Le mouvement urbain — dont le mouvement des comités de citoyens ne représente qu'un cas particulier et partiel — ne pourrait alors se définir comme mouvement social qu'à partir du moment où la critique « passe » d'un registre à l'autre, et donc quand l'ensemble du système urbain (de la « ville » comme système de rapports sociaux appliqués à l'espace) est déconstruit, c'est-à-dire quand l'ensemble des contradictions qui ont produit l'espace comme espace socialement traité a été réglé ¹⁰.

2. Les mouvements de décomposition de la forme sociale

Un second type de mouvements sociaux partiels procède par décomposition de la formation sociale en ses différentes instances constitutives. Au lieu que les lignes de fracture s'établissent registre par registre, rendant ainsi autonome chaque registre par rapport aux autres, les mouvements constituant un mode de décomposition mettent en rapport l'ensemble des contradictions de chaque instance

10. Cette brève présentation ne répond pas, bien entendu, aux problèmes fondamentaux que rencontre une sociologie de la ville, et d'abord à la nécessité de repérer, derrière la présence de la ville comme fait social, l'idéologie que la formation sociale produit à l'endroit de l'espace; ensuite, à la relation, dans certaines conditions précises, entre mouvement de classe et mouvement urbain. Une analyse beaucoup plus détaillée serait sur ces deux points nécessaire. Indiquons seulement, sur le premier point évoqué, les travaux de Manuel Castells et notamment son article : « Théorie et idéologie en sociologie urbaine », *Sociologie et Sociétés*, vol. 1, n° 2, novembre 1969, p. 171-191; et, sur le second point, les analyses d'Henri Lefebvre, dont son ouvrage récent : *le Droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968.

pour tous ses registres, sans mettre en relation ces instances les unes par rapport aux autres. Ce sont des mouvements de désarticulation mais non de transformation dans la mesure où, opérant par instances, ils ne situent pas leurs critiques sur le plan de la formation sociale en tant que telle, seul plan sur lequel puissent en droit se produire des mouvements de transformation proprement dits. On distinguera donc les mouvements « économistes », travaillant par désarticulation de la seule instance économique, les mouvements « culturels » mettant en crise le seul plan idéologique, et les mouvements « politiques » qui ne concernent que les contradictions spécifiques à l'instance politique. De même que pour les mouvements utopiques — et les mouvements sociaux totaux, comme nous le verrons par ailleurs — le critère de ces mouvements de décomposition n'est pas à rechercher au niveau de la conscience des acteurs mais au niveau des problèmes réels traités par ces mouvements et de l'efficacité de chacun d'entre eux. Problèmes réels, c'est-à-dire les contradictions dont la jonction, dans certaines conditions « historiques » (structurelles et conjonctuelles), constitue ce « point modal » à partir duquel un mouvement social particulier va se développer. Efficacité qui désigne le point d'application dominant du mouvement, c'est-à-dire aussi bien son argument que la capacité pour le mouvement à en traiter. Tout mouvement culturel, par exemple, comporte toujours une information et une signification politiques, mais ceci n'est que le résultat du travail propre de l'idéologique qui est en partie, nous l'avons vu, de traiter les signes émis par le politique dans sa région propre. Si bien qu'on ne saurait en conclure aussitôt à l'orientation politique d'un mouvement de ce type même si dans certains cas privilégiés, comme les mouvements artistiques d'avant-garde, la dénotation politique peut regrouper à un moment donné de leur production le réseau de leurs significations culturelles. Il n'en reste pas moins que, considérés comme mouvements culturels, leur dominante demeure idéologique. De même, tout mouvement « économiste » porte d'une certaine manière la critique sur le plan culturel sans qu'on puisse observer un déplacement réel de sa *praxis* sur ce dernier plan. Sans doute s'agit-il dans ce cas d'un exemple qui requerrait une analyse plus détaillée. En effet, si l'on convient de se situer dans le cadre d'une formation sociale définie par le mode de production capitaliste où le mode économique décide en dernière instance de l'ordre culturel et de l'ordre politique, on peut être tenté de voir dans tout mouvement portant critique de l'instance économique un mouvement appelé à « révolutionnariser » les autres instances. Cependant, ce serait méconnaître la capacité d'autonomie des instances et, par là, la spécificité de leur mise en crise. Si le mouvement « économiste » comporte bien la possibilité d'une transformation culturelle, ce n'est que comme ombre portée et non comme travail qui effectuerait par enchaînements successifs, mais procédant de l'extérieur de l'instance idéologique, une opération déconstructive. Il n'y a pas de mouvement par délégation.

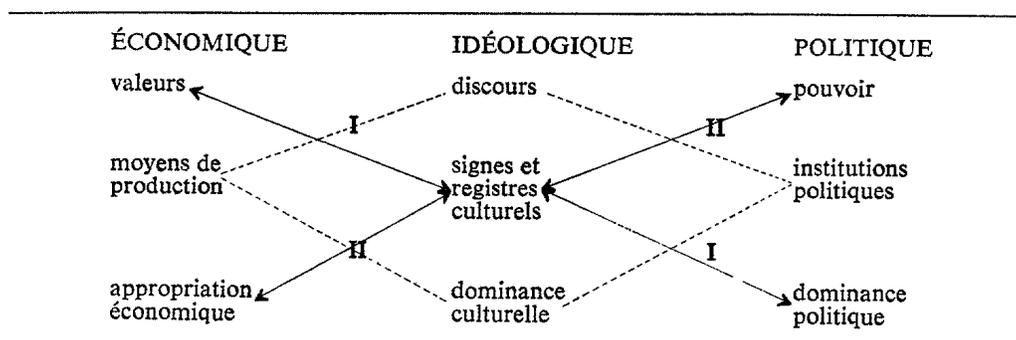
Dans un état de relatif équilibre des rapports sociaux — en d'autres termes, quand les contradictions propres à chaque instance ne se condensent pas autour de l'une d'entre elles et quand une instance n'est pas constituée comme point critique privilégié, ou sur-déterminé, par où puisse se développer un mouvement social ¹¹ — toute formation sociale est le lieu de coexistence de mouvements

11. Nous avons essayé, dans un autre travail, de définir les conditions à partir desquelles une revendication, par exemple, pouvait servir d'équivalent général à l'ensemble d'une série revendicative, et donc conférer au mouvement qui l'énonce une signification

partiels de ce type. Toute formation sociale est donc, à des degrés divers, selon une amplitude plus ou moins sensible, en état de décomposition permanente. Là encore, le mode même par lequel une forme sociale se constitue en formation n'est que le système complet de ses lignes de fractures et de divergences.

3. Troisième type

Une première conjugaison des instances s'opère dans un *troisième type de mouvements sociaux*, procédant par assemblages et regroupements partiels de contradictions propres à des registres et à des instances différentes. Nous n'en parlerons que brièvement. On peut figurer ces mouvements selon les axes suivants ¹² :



Nous commenterons les deux seuls mouvements marquant la mise en rapport des trois instances sur des registres différents. Dans le premier cas (I), il s'agit d'un mouvement mettant en relation les contradictions propres au registre du travail dans l'économique (valeurs), avec celles constitutives du registre des moyens de production dans l'idéologique (signes et registres culturels), et du registre des rapports aux moyens de production dans le politique (dominance politique). On a ici affaire à un mouvement traversant la formation sociale, mais s'épuisant dans cette trajectoire simple. On le définira comme mouvement humaniste ou de désaliénation. Il s'appuie, pour le mettre en question, sur le rapport de la formation sociale à la nature (contre la « réification », contre la création de marchandises-valeurs), il utilise à son profit les registres culturels en place et met en cause la dominance politique d'une classe. Ou, inversement, il met en cause cette dominance et, à travers les signes culturels de la formation sociale, se donne comme objectif la recomposition de rapports « désaliénés » à la nature. Ces deux mouvements sont strictement identiques quant à leur *praxis* et à leur signification structurelle, même s'ils obéissent à des trajets inverses. L'humanisme n'est en effet rien d'autre, en tant qu'il n'est pas simplement catégorie idéologique mais mouvement réel dans une formation sociale, que la mise en crise d'une dominance politique à partir d'une redécouverte de rapports « transparents » de la société à la nature, en même temps qu'une reconstruction politique. La même analyse du procès de condensation et de politisation vaudrait ici. Cf. « Politisation et conjugaison dans la crise du mois de mai », *Sociologie du travail*, vol. 3, 1970.

12. En traits pleins, indiqués I et II, nous figurons les deux mouvements partiels qui traversent l'ensemble des instances, mettant en rapport pour chacune d'elles des registres chaque fois différents. En pointillés, nous figurons les quatre mouvements partiels mettant en relation des registres différents de deux instances seulement.

de rapports, précisément humanisés, à la nature, à partir de la mise en question d'une dominance politique. Il s'agit des deux faces d'un seul et même mouvement.

Mais ce mouvement social partiel peut se croiser — se composer — dans une même formation sociale, avec un autre mouvement : celui (II) qui met en rapport la critique d'une dominance économique, l'utilisation des registres par lesquels une formation sociale distribue et consomme ses signes, et la mise en cause de la nature du pouvoir comme faux pouvoir naturel. Dans ce cas comme dans le précédent, la ligne de fracture peut être parcourue dans un sens ou dans l'autre, prendre appui sur les contradictions propres au système de rapports entretenus par les agents économiques à l'endroit des moyens de production pour se consumer dans la redéfinition d'un pouvoir qui ne serait plus la production politique d'une classe dominante ou, inversement, aboutir à la critique de la dominance économique à partir d'une resocialisation du pouvoir « naturel ». Il s'agira toujours du même mouvement « socialiste », dans la mesure où il met en rapport les contradictions conjuguées de la privatisation économique et de la naturalité du pouvoir politique. La conjonction de mouvements « humanistes » et de mouvements « socialistes » peut tenir lieu de mouvement social, mais ce n'est qu'artifice : l'un non plus que l'autre ne brisant la formation sociale, ils n'en constituent que des critiques partielles, et, par là même, compensables.

V. LES MOUVEMENTS SOCIAUX

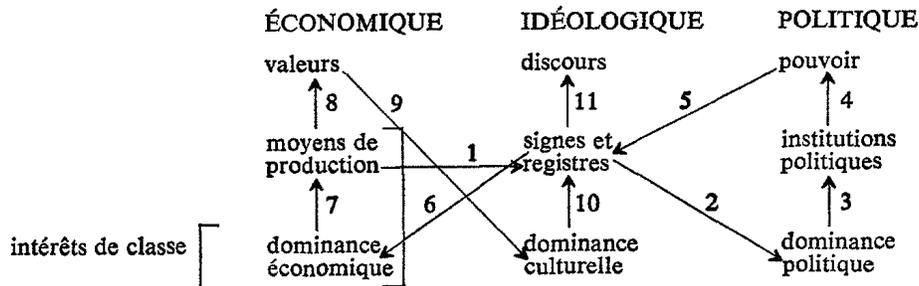
Les mouvements sociaux — mouvements de transformation sociale — sont autrement exigeants. Ils se définissent en effet par la mise en relation généralisée de l'ensemble des contradictions d'une formation sociale, constituant alors la critique totale de celle-ci, son principe de rupture ou, si l'on veut, d'historicité. Mais cette mise en relation ne s'effectue pas selon un ordre quelconque. Au contraire, chaque mouvement social se définira par l'ordre en fonction duquel il totalise — et signe la nécessité de règlement — les contradictions de chaque instance.

La formation sociale fondée sur le mode de production capitaliste produit deux mouvements comme sa critique propre : le mouvement ouvrier et le mouvement étudiant. Le mouvement ouvrier, ou mouvement de classe, constitue la ligne de rupture générale d'une formation sociale de ce type. L'ordre selon lequel il met en rapport les contradictions de la formation sociale définit par là même l'ordre selon lequel la classe dominante se constitue en contre-mouvement. Pour sa part, le mouvement étudiant observe un itinéraire tel qu'il connaît des rapports nécessairement ambigus avec le mouvement ouvrier et avec le contre-mouvement de la classe dominante.

Si l'on accepte, avec N. Poulantzas, de définir les intérêts de classe comme relevant du registre où chaque instance produit la dominance comme mode privilégié de rapport aux moyens de production économiques, idéologiques et politiques, on peut définir le point de départ — qui est point théorique — du mouvement ouvrier comme la mise en rapport de contradiction entre ces intérêts de classe et le registre économique des moyens de production. Les intérêts de la classe dominée, non plus que ceux de la classe dominante, ne sont affaire de motivations conscientes, de « besoins » humains fondamentaux et ne connotent aucune émer-

gence d'une quelconque image de l'homme. Sans doute peuvent-ils aussi, sur le plan du discours — et plus particulièrement de sa clôture idéologique — se formaliser ainsi et signifier l'irruption d'une problématique en termes de conscience. Mais, dans le cadre des réseaux de rapports où nous les désignons ici, ces intérêts de classe, loin d'asseoir le mouvement qui en procède sur une théorie de l'acteur et de ses orientations, se définissent comme un des points majeurs d'articulation de la forme sociale que le travail idéologique a pour fonction de diffuser à l'ensemble des registres de cette forme. Cette contradiction majeure entre intérêts de la classe dominée et rapports de domination entretenus par la classe dominante aux moyens de production conduit le mouvement ouvrier, à travers l'utilisation des signes et des registres culturels par lesquels l'instance idéologique opère la distribution de ces signes, à atteindre la classe dominante sur le plan politique en tant qu'elle constitue l'État, puis, par degrés nécessaires, à bouleverser les structures et institutions politiques pour enfin révolutionner le « pouvoir » comme produit spécifique du travail de l'instance politique. Ce premier système de rapports correspond assez bien à ce qui se présente, dans l'histoire du mouvement ouvrier, comme phase proprement politique, étape où le mouvement révolutionnaire conquiert le pouvoir en détruisant la machine d'État, en décomposant l'appareillage institutionnel par quoi l'instance politique confirme le pouvoir de la classe dominante comme pouvoir naturel, et en dissolvant ce pouvoir même. D'une manière générale dans ce moment premier, le mouvement de la classe dominée n'opère pas de bouleversement décisif de l'instance idéologique. Sans doute constitue-t-il des contre-idéologies mais, par leur mode même de constitution — les mécanismes par lesquels ces contre-modèles prennent appui sur les registres mis en place par la formation sociale — ces contre-modèles ne définissent pas une critique culturelle globale.

Dans un second moment, le mouvement de la classe dominée effectue ensuite, en utilisant une nouvelle fois les moyens de production idéologiques, la critique pratique de la classe dominante dans l'instance économique (mode d'appropriation, « révolutionnarisation » technologique, recomposition des rapports de la formation sociale à la nature) puis, dans un troisième moment logique, opère un travail de déconstruction de la dominance culturelle et, par le bouleversement des moyens par quoi l'idéologie se produit comme ensemble d'énoncés, la critique pratique du discours même que toute formation sociale émet. Si le deuxième moment définit ce qu'on pourrait appeler, dans une histoire descriptive, l'étape économique du mouvement révolutionnaire, le troisième moment correspondrait à la phase « culturelle » de ce mouvement. On peut illustrer cet itinéraire modèle par le schéma suivant :

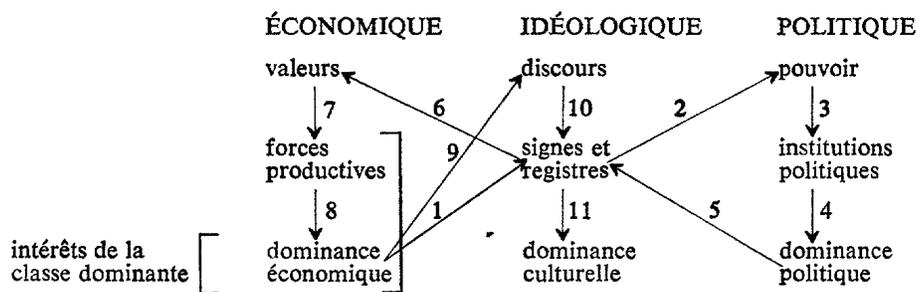


Deux remarques s'imposent, qui doivent permettre de spécifier le caractère très global de ces propositions. D'une part, il est clair que les phases (les moments) décrites sont substituables l'une à l'autre. Dans certaines conditions, un mouvement social des classes dominées peut se produire d'abord au sein même de l'idéologique, traitant alors de contradictions qui, pour des raisons tenant à des processus de contre-acculturation désignant eux-mêmes du reste certain état de colonisation ou de dépendance économique, formulent tel ou tel « problème » idéologique comme problème dominant (majeur et fragile). Ainsi peut-il en être de la question linguistique ou de la question religieuse, l'une et l'autre portées récemment à l'attention mondiale. De la même manière, un mouvement révolutionnaire peut se produire d'abord par le travail des contradictions spécifiquement politiques, et particulièrement par celles consacrant le divorce le plus grand entre un État bureaucratique et une « société civile » dépossédée de toute initiative. Mais il n'en est que plus évident que ce mouvement social ne demeurera tel, dans un cas comme dans l'autre, que si la formation sociale connaît une ligne de fracture telle qu'elle ne puisse, à partir d'un registre non critique, opérer la fermeture du mouvement sur l'instance ou le registre qui l'ont produit.

D'autre part, l'itinéraire (le faisceau global des zones de rupture) peut se trouver bloqué sur un point ou un autre par le travail auquel se livre pour son compte la classe dominante dans son contre-mouvement; par l'impossibilité pour le mouvement social à traiter des contradictions qu'il doit résoudre sur un mode qui lui permette un règlement « politique », c'est-à-dire tout à la fois irréversible et utopique; ou, enfin, par la dissociation du mouvement en composantes hiérarchisées, paralysant ainsi la critique de la formation sociale. Les exemples ne manquent pas de mouvements de transformation sociale bloqués sur un point quelconque du tissu social, à l'un des registres de l'instance économique, par exemple, ou de l'instance idéologique.

Si la classe dominante entre effectivement en conflit avec le mouvement ouvrier, ce ne peut être que dans la mesure où son itinéraire propre (le contre-mouvement produit par elle) est strictement opposé à celui de la classe dominée, c'est-à-dire dans la mesure où elle parcourt en sens inverse du mouvement révolutionnaire la formation sociale qui la constitue comme classe dominante. On peut alors définir de la manière suivante la ligne d'ordre — et non plus de fracture — du mouvement dominant. Les intérêts de classe sont définis, nous l'avons dit, par le cumul des dominances économique, idéologique, politique. La gestion de la contradiction entre ces intérêts et le bouleversement des forces productives (moyens de production économiques) conduit la classe dominante à constituer le pouvoir social comme pouvoir naturel par la légitimation idéologique et l'utilisation des registres culturels, puis à produire en permanence l'État comme expression de ce pouvoir naturel, quand il ne s'agit que de pouvoir de classe. Alors que ce premier moment, qui aboutit à l'instance politique, conduisait dans le cas du mouvement ouvrier à la destitution de la classe dominante comme classe politiquement dominante et à l'institution de la classe dominée comme dominance nouvelle (le prolétariat s'élevant en classe dirigeante de la société), la « phase » observée ici dans le contre-mouvement de la classe dominante correspond au contraire à la constitution de l'ordre politique comme ordre de la classe dominante (État). Cette classe confirme la nécessité de sa dominance économique par l'utilisation des idéologies et, au sein même de l'instance économique, par la naturalisation du

rapport à la nature (technocratisme) et le développement des forces productives — qui opère ainsi un double travail contradictoire, à la fois institution et renforcement de la dominance économique, et activation de la contradiction dont témoigne pour son compte le mouvement ouvrier. À son tour, ce renforcement de l'appropriation économique détermine — ou surdétermine — la dominance culturelle à partir de la totalisation d'un discours et de l'appropriation exclusive des moyens de production idéologiques. Cette dominance culturelle, terme du procès par quoi la dominance de classe est dominance sociale totale, apparaît ainsi comme le verrou de l'ordre social, c'est-à-dire de l'ordre dans la formation sociale considérée. Le schéma suivant ne se veut qu'illustration de ce procès d'ordre, qui n'est rien d'autre que le contre-mouvement de la classe dominante.



Mouvement ouvrier et contre-mouvement de la classe dominante traversent ainsi de part en part, et en sens contraire, toutes les instances et tous les registres de la formation sociale. Dans ce double travail — d'ordre et de rupture — une fonction particulière revient à l'instance idéologique, à la fois comme « enjeu » et comme production de l'ordre, ou comme objectif et opération de déconstruction culturelle. Le rapport de chacun des mouvements à l'idéologique est un rapport ambigu, en ce sens qu'il désigne l'idéologique comme moyen et comme terme de la décomposition de l'ancienne formation sociale, dans le cas de la classe dominée, et comme appareillage de légitimité et consécration de la dominance sociale par l'appropriation de tout discours émis dans la formation sociale, dans le cas de la classe dominante. Mais ce n'est pas l'objet de cette analyse, nécessairement générale, que d'étudier en détail cette fonction double, ni de s'interroger sur les conséquences, sur le plan de la compréhension, du caractère particulier de la lutte que mènent mouvement dominé et contre-mouvement dominant au sein de l'instance idéologique, ou, plus largement, de la culture. L'essentiel nous paraît être d'avoir indiqué que le « conflit des classes » ne constitue pas un conflit parmi d'autres, à côté d'autres, et dont l'importance ne proviendrait que de la nature des acteurs en jeu — pouvant ainsi céder éventuellement la place à des crises « institutionnelles » qui en signeraient la fin. Au contraire, il s'agit bien du mode même de conflit total, puisque mettant en jeu totalement la formation sociale et ses éléments constitutifs.

Dans cette dialectique du conflit entre classe dominante et classe dominée, le mouvement étudiant occupe une position particulière. Cette autonomie de situation relève de deux ordres de facteurs : d'une part, contrairement aux cas précédents, le point de départ du mouvement étudiant ne réside pas dans l'instance économique et les contradictions qui la caractérisent, mais dans l'instance idéo-

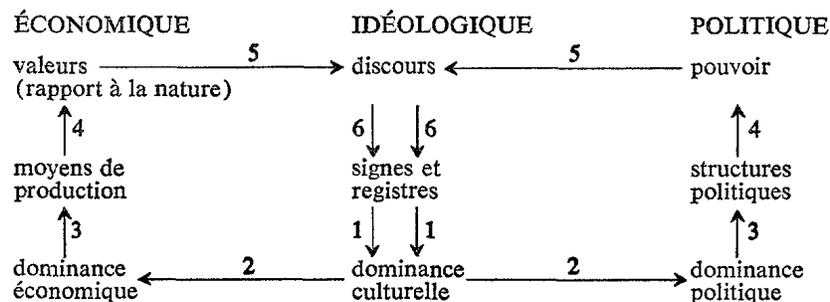
logique et les conflits qui y sont à l'œuvre. La réduction du mouvement étudiant à l'instance économique, si elle peut être utile dans une analyse stratégique ou institutionnelle, risque de dessaisir le mouvement de sa fonction critique propre et, par identification pure et simple au mouvement ouvrier ou au contre-mouvement dominant, de ne voir en lui que le faire-valoir de l'un ou de l'autre, l'accompagnateur distant ou le complice de fait de celui-ci ou de celui-là. Il convient au contraire de situer le mouvement étudiant dans son lieu spécifique pour prendre la mesure de sa capacité critique. D'autre part, si l'on examine les mouvements étudiants contemporains, on saisit une double orientation, c'est-à-dire un éclatement de leur itinéraire en deux parcours distincts. Le mouvement étudiant se fonde sur la mise en rapport des signes et de la dominance culturelle, et part de la critique de l'appropriation culturelle des registres et des signes idéologiques. Il peut se résorber à ce point de départ et, bien qu'agissant au cœur même de la dominance culturelle, n'avoir aucune efficacité politique non plus qu'économique (même si, là encore, les rapports entre l'économique et le culturel sont des rapports nécessaires). Il devient alors un mouvement aisément récupérable par la formation sociale. Son efficacité provient de sa capacité à parcourir tout ou partie de la formation sociale. Mais ce parcours n'est pas simple. Il recouvre deux itinéraires disjoints, sans doute complémentaires pour les « acteurs », en fait opposés quant aux relations qu'ils permettent d'établir avec le mouvement ouvrier notamment.

À partir de la critique de la dominance culturelle, le mouvement étudiant peut s'orienter vers l'instance politique : mise en cause de l'État, des structures politiques et, en définitive, du pouvoir comme produit « naturel » de cette instance.

Sur cette base, le retour à l'idéologie s'effectue par le bouleversement du discours (de la culture), et des registres qui la répartissent dans la formation sociale. Ce retour à l'idéologique est dans la plupart des cas le point d'arrivée et de fixation du mouvement étudiant.

Un second trajet est possible : partant de la critique de la dominance culturelle, le mouvement étudiant met en cause la dominance économique d'une classe et, par-delà cette dominance, le type même du rapport que la société entretient avec la « nature ». De là, le retour à l'instance idéologique signe l'aboutissement de son opération de transformation.

On peut figurer ces deux processus, par le schéma suivant :



Bien entendu, il ne s'agit ici que de cas particuliers. D'autres parcours, beaucoup plus complexes, peuvent être suivis par le mouvement étudiant. Mais le pri-

vilège accordé à ceux-là tient à leur réalisation optimale dans l'expérience des mouvements étudiants contemporains (notamment dans la situation française).

On peut définir la première orientation comme la composante « anarchiste » du mouvement étudiant; la dissolution de l'État et du pouvoir dans la société se résout en définitive sur le plan de l'instance idéologique, sans entrer en rapport avec les contradictions de l'économique. Inversement, la deuxième orientation définirait la composante « économiste » et « humaniste » du mouvement étudiant : la critique de l'appropriation économique et le bouleversement des rapports de l'homme à la nature se résolvent également dans l'instance idéologique, sans que soient réglées les contradictions spécifiques du politique. Ces deux composantes ont défini le mouvement étudiant français. Elles permettent de donner une signification aux relations de ce mouvement avec le mouvement ouvrier, à la fois complémentaires, parallèles et opposées. Cette complémentarité (substitution) et cette opposition ne tiennent pas au bon vouloir des « acteurs » en présence, mais ne font qu'exprimer des parcours nécessairement différents. La même remarque vaut pour les relations du mouvement étudiant et de la classe dominante, toujours propices à ce qu'on a pu appeler la « récupération » sans jamais, bien entendu, que cette proximité puisse être définie comme complicité.

*
* *
*

Ces quelques propositions d'analyse sont trop brèves, et n'épuisent d'aucune manière le thème général des mouvements sociaux dans une formation sociale. Elles n'avaient comme objet que de formuler un certain nombre de définitions et de concepts, dans un système théorique qui, loin de constituer la « société » comme catégorie centrale, produirait la formation sociale et les opérations par lesquelles elle travaille à sa propre perte, comme ensemble de concepts dominants. Il apparaît alors possible de conduire une analyse des mouvements sociaux qui ne connaisse ni les difficultés d'une interprétation fondée sur le contenu et le vécu de l'action, ni celles qu'accompagne la théorie de l'acteur et de ses niveaux de conscience. Sans doute des difficultés d'un autre ordre surgiront-elles. Elles concernent en premier lieu la fonction de couture à laquelle se livre l'instance idéologique dans la formation sociale, et sur laquelle nous n'avons pas apporté ici de réponse. De la même façon, la jonction de mouvements partiels et de mouvements sociaux globaux, la régression toujours possible de ceux-ci en ceux-là, posent autant de problèmes que nous ne pouvons qu'évoquer. Cependant, opposer à l'image d'une société entièrement gestionnaire de ses tensions, fût-ce au prix de changements et de rééquilibrages, l'analyse d'une formation sociale qui ne maintient son ordre qu'en étant en chacun de ses lieux productrice de son propre désordre, permet de comprendre comment le « change de forme » dont parlait Marx, au lieu de se consommer comme forme de changement, se réalise ici comme transformation, c'est-à-dire comme traversée de la forme.

RÉSUMÉ

Les notes présentées ici partent d'une double hypothèse. D'une part, l'impossibilité de dégager de la succession des analyses sociologiques un principe de continuité qui permettrait de définir la sociologie comme lieu d'une histoire linéaire. Chaque système théorique constitue son objet propre, son langage spécifique, et, à la limite, une méthodologie relativement autonome. À l'intérieur de chacun de ces ensembles théoriques, sans doute se produit-il une

cumulativité des découvertes et des résultats, dans la mesure où l'on peut poser l'unicité des ressources et des modes de traitement. D'un système à l'autre, par contre, si des voies de passage demeurent possibles, ce ne sont que pratiques d'emprunt donnant lieu à des objets mixtes, relevant de deux ordres de signification incompatibles. D'autre part, et comme exemple, l'analyse centrée sur le concept et l'objet de société s'oppose à l'analyse mettant en place les concepts de formation sociale et de mouvements sociaux. C'est cette dernière analyse que les réflexions qui suivent essaient de présenter brièvement. Instances, registres, travail, contradictions, lignes de fracture par quoi une formation sociale produit différents modes de transformation comme sa nécessité propre, tels sont les arguments qu'une sociologie des transformations sociales paraît devoir observer.

ABSTRACT

[*Social Development and Social Movements*] The notes presented here proceed from a double hypothesis. On the one hand, it is impossible to disengage from the succession of sociological analysis a principle of continuity which would allow sociology to provide history with a supporting analysis. Every theoretical system has its own object, its specific language and even its relatively autonomous methodology. Inside each of these theoretical entities, without doubt, an accumulation of discoveries and results occurs to the extent that there is a uniformity in resources and approaches. However, from one system to the other the only bridges which are possible are merely means to borrowing, resulting in the mixed objects which occur in the presence of two incompatible orders of meaning. On the other hand, for example, analysis based on the concept and the object of society is opposed to analysis using the concepts of social development and social movements. It is this second analysis which the following considerations attempt to present briefly. Loci or origin, levels, work, contradictions, different lines of division explaining why a social formation produces different modes of changes as its own inherent necessity, such are the arguments which a sociology of change should take into account.

RESUMEN

[*Formación social y movimientos sociales*] Esta nota se basa en una doble hipótesis. Por una parte, se afirma la imposibilidad de inferir de la sucesión de análisis sociológicos un principio de continuidad que permitiría definir la sociología como lugar de una historia lineal. Cada sistema teórico constituye su objeto propio, su lenguaje específico y, en última instancia, una metodología relativamente autónoma. En el interior de cada uno de esos cuerpos teóricos se produce ciertamente una acumulación de hallazgos y de resultados, en la medida misma en que puede postularse la unidad de los útiles y de los modos de análisis. Por el contrario, entre uno y otro sistema, si es posible formular ciertas vías de pasaje, éstas son sólo meras transposiciones que dan lugar a objetos mixtos, dependientes de dos órdenes de significación incompatibles. Por otra parte — y a título de ejemplo — el análisis centrado sobre el concepto y el objeto de sociedad es opuesto al análisis basado en la posición de los conceptos de formación social y de movimientos sociales. Las reflexiones siguientes tratan de presentar brevemente este último tipo de análisis. Instancias, registros, trabajo, contradicciones, líneas de ruptura por las cuales una formación social produce diferentes modos de transformación como su necesidad propia : he ahí los principios teóricos que una sociología de las transformaciones sociales parece deber observar.